

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Fermer-la-breche-de-l-exclusion-sociale-et-de-l-inegalite-en-Perou>

Fermer la brèche de l'exclusion sociale et de l'inégalité en Pérou.

- Les Cousins - Pérou -

Date de mise en ligne : dimanche 19 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Eduardo Tamayo G.

[Alai Amlatina](#) . Pérou, le 17 Juillet 2009.

[Leer en español](#) .

Le père Marco Arana Zegarra n'écarte pas l'idée de participer comme candidat aux élections présidentielles de 2011. Sa pre-candidature est appuyée par l'ensemble des communautés paysannes et indigènes, des mouvements écologiques et d'autres secteurs affectés par le modèle néolibéral exclusif, corrompu et prédateur qui s'est implanté au Pérou depuis plus de deux décennies.

Sa trajectoire comme, depuis plus de vingt ans, défenseur des droits des communautés paysannes et indigènes de Cajamarca affectées par l'action destructrice de la grande industrie minière, avalise son *leadership* social. Mais de plus il dispose d'une formation académique puisqu'il est sociologue et a une maîtrise de l'Université Catholique avec une spécialité en Gestion et Politiques Publiques.

Membre fondateur de l'ONG « Groupe d'Information et d'Intervention pour le Développement durable » (Grufides), le père Arana, âgé de 46 ans, est appuyé par le mouvement « *Tierra y Libertad* » [Terre et Liberté], expression politique des mouvements sociaux, qui aspire à être reconnue comme un parti politique afin de pouvoir participer aux élections provinciales et régionales de l'année prochaine et aux élections présidentielles de 2011.

Dans cet entretien, Marco Arana nous parle de la situation politique du Pérou après le massacre de Bagua, dans lequel 10 indigènes et 24 policiers ont perdu la vie, de comment la crise économique touche le pays et des traités de libre-échange, de la criminalisation des luttes sociales, des objectifs du mouvement « Terre et la Liberté » et de sa position au sujet de l'industrie minière et des multinationales.

Pourriez-vous nous indiquer quelle est la situation du Pérou, après les événements de Bagua ?

En réalité la fracture existante au Pérou entre ceux qui défendent les droits de l'homme et les droits de la terre est devenue plus manifeste. Le gouvernement de García a signalé que les Péruviens indigènes n'avaient pas le droit de protester parce qu'ils n'étaient pas des citoyens de première catégorie, c'est-à-dire le gouvernement lui-même non seulement apparaît en agressant les communautés mais en ignorant absolument leur droit de protester et leur existence comme citoyens dans le pays, cela ouvre une scène de confrontation qu'il est nécessaire d'éviter pour qu'il n'y ait plus de violence et pour que soient trouvées des issues démocratiques et respectueuses.

Le massacre de Bagua n'a-t-il pas servi à entamer dès lors un processus de dialogue, de réconciliation, d'acceptation des propositions indigènes ?

Non. Tous nous espérons qu'il en soit ainsi, mais le *président* qui a demandé pardon pour ce qui s'était passé, s'est maintenu dans l'hypothèse où il y avait derrière cela une conspiration internationale et que les indigènes avaient été manipulés. Lui même a signalé que ceux avec qui il allait dialoguer sont les leaders de chaque ethnie et pas nécessairement leurs représentants et il a aussi publiquement signalé cela pour faire un pas en arrière pour en faire deux pas en avant, il l'a dit publiquement devant le Congrès. Alors, de ce côté-là, l'ouverture du dialogue c'est gagner du temps, mais rien n'indique que ce dialogue pourrait nécessairement être avantageux et s'occuper des problèmes des peuples indigènes. Le même Président de la République a écrit un article où il polarise extrêmement le pays, après avoir dit que derrière ces protestations il y a une minorité de Péruviens, 50.000 Péruviens, et que tous les autres appuient le modèle néolibéral, selon la vision du Président, et ce qu'il faut faire c'est les combattre. Il l'a

littéralement dit, et il l'a écrit. Alors la scène en ce moment est encore une scène où règne beaucoup de préoccupations et de menaces et un plus grand risque pour la violation des droits des communautés et des peuples indigènes.

Est-ce que cela indique qu'une nouvelle période de criminalisation de la lutte sociale pourrait survenir ?

Eh bien, ce qui va avoir lieu l'aggravation de la criminalisation des protestations. Le Président de la République a appelé tous les ambassadeurs accrédités au Pérou, il a tenu une réunion de travail pour signaler qu'il fallait développer une stratégie contre la conspiration des ONG, pour récupérer l'image du Pérou, c'est-à-dire qu'il n'admet pas que la cause de ce massacre soit le produit de ses politiques de colonisation de la forêt, du mépris des droits des peuples amazoniens. Il n'admet pas que ses lois transgressaient le Traité 169 de l'Organisation internationale du Travail et que les peuples avaient le droit de défendre leur territoire, il va simplement vers la version selon laquelle se trouve une conspiration internationale derrière tout cela, et en deuxième lieu au Congrès on est entrain de discuter d'une loi qui prévoit que les ONG puissent être davantage contrôlées parce qu'on suppose qu'elles seraient derrière ces manifestations et dans le sens seront avec nom, parce ils ne sont pas contre toutes les ONG mais contre les ONG qui défendent les droits de l'homme ou les droits indigènes ou écologiques.

Passons à un autre point, pourriez-vous nous indiquer, comment s'applique le Traité de libre commerce (TLC) avec les États-Unis au Pérou ?

En réalité il y a très peu d'information publique disponible, souvent les citoyens ignorent ce qu'implique le TLC . Cependant, quelques effets ont commencé déjà à se faire sentir, et les premiers à le sentir ce sont les peuples amazoniens et les communautés paysannes, parce que l'une des conditions du TLC est l'accès libre aux terres. Alors, une partie du paquet de normes que les frères de l'Amazonie contestaient est liée au fait que les normes légales facilitent l'entrée des multinationales dans des territoires indigènes ou des communautés paysannes. En deuxième lieu, un autre secteur qui ressent fortement le sujet du TLC est l'industrie textile qui était une industrie importante et vigoureuse dans le pays et à cause de la protection des prix du coton aux États-Unis (les prix du coton arrivent avec du dumping, avec des prix très bas) les agriculteurs du Pérou ne peuvent pas vendre. En ce moment une grève des cotonniers est annoncée, ils exigent fortement que l'État subventionne le coton péruvien et l'industrie textile. Le complexe textile de Gamarra, à Lima, il y a de grave problème et il pourrait faire faillite. Et l'autre secteur qui est extrêmement affecté est l'industrie de la chaussure. Le Pérou avait deux pôles d'industrie de la chaussure : Arequipa et le Trujillo, et en fait ils ferment ou font faillite. Les mêmes fabricants de chaussure, maintenant importent du Brésil ou de la Chine, à des prix beaucoup plus bon marché, ce qui met en danger ces secteurs industriels qui avaient réussi à se positionner avec un certain niveau de reconnaissance et de stabilité économique.

Le Pérou a enregistré des taux élevés de croissance du produit national brut, comment cette année la crise l'affecte-t-il ?

Effectivement, la croissance du Produit national brut (PIB) venait de la manne de l'exportation de minerais, avec la baisse des prix des minerais et ensuite, avec la crise financière internationale, il y a une chute importante du PIB. On estime qu'il pourrait tomber à moins de 3 %, on commence à voir des signes de récession de l'économie bien que le Président García ait fait remarquer que l'économie péruvienne était blindée face à la crise financière et cela se traduit sur les salaires qui restent bloqués. Il n'y a même pas de débat sur le salaire minimum vital, il y a des secteurs qui commencent à mener des licenciements, concrètement le secteur minier a subi des licenciements surtout dans l'étain ou le cuivre. Alors, les effets de la crise commencent à se faire sentir d'une manière importante, et comme nous le savons bien, en temps de crise, les plus affectés ce sont toujours les secteurs les plus vulnérables, les autres secteurs qui ont été favorisés par ces années de croissance économique peuvent encore avoir une marge de manoeuvre. Le Pérou a commencé à exporter des capitaux dans quelques activités, la banque, le secteur minier, le secteur exportateur cela leur est très bien allé, alors ils ont encore une marge de manoeuvre, mais si la crise se

prolonge cela pourrait être beaucoup plus grave.

En réponse à ce modèle qui s'est implanté au Pérou, s'est formé le Mouvement Terre et Liberté : pourriez-vous nous rappeler quels sont les objectifs de ce mouvement politique ?

L'un des graves problèmes des mouvements populaires et des organisations des défenseurs de droits au Pérou fut la crise et le déclin de la gauche depuis les années quatre-vingts, en partie à cause de l'assaut du néolibéralisme et de la crise des partis qui existe dans toute l'Amérique Latine par dogmatisme, sectarisme, du manque de capacité à être unifié. D'un côté, ont chuté les régimes autoritaires et répressifs. Rappelons que le gouvernement de Fujimori a assassiné plusieurs chefs du mouvement syndical et de la gauche. De l'autre côté, le côté malsain du Sentier Lumineux a aussi provoqué une rupture dans les partis de gauche, dans certains cas la mort de quelques cadres politiques qui sont passés dans les rangs du terrorisme, dans d'autres cas le discrédit de la gauche après l'avoir liée à la violence. Alors tous ces facteurs ont contribué à qu'il y ait eu un certain discrédit de la politique, à ce que la gauche ne réussisse pas à se proposer comme alternative de pouvoir. Dans ce contexte, les graves problèmes que le pays vit sont portés dans la rue non par les partis politiques mais tout simplement par les mouvements populaires, le mouvement indigène, le mouvement de communautés paysannes, les organisations corporatives, les fronts de défense, les organismes de droits de l'homme, pour finir. Cependant, ce mouvement se trouve amplement fragmenté, sans une représentativité politique qui le constitue dans une option de gouvernement, c'est dans ce contexte que beaucoup de leaders de ces organisations ont réclamé la nécessité d'une force politique et pour cela un groupe de leaders des confédérations paysannes, des assemblées d'utilisateurs à risque, d'activistes écologistes, d'intellectuels engagés à gauche, nous avons décidé de créer le mouvement politique « Terre et Liberté » qui prétend participer aux élections provinciales et régionales de l'année prochaine, et qui prétend aussi à participer aux élections présidentielles du 2011. Avec cet objectif nous recueillons les signatures nécessaires, au Pérou, la loi électorale est très restrictive pour des organisations nouvelles ou petites, elle demande 145.000 signatures qu'il faut obtenir dans tout le pays, il faut créer les comités de districts, provinciaux et régionaux, il faut signaler les points dans lesquels on est d'accord, et en ce moment le Mouvement Terre et Liberté définit sa proposition de programme.

Quels sont ses linéaments politiques ?

La proposition de programme comprend plusieurs axes. Le principal est le sujet de la justice sociale. Au Pérou la croissance économique et la politique néolibérale ont aggravé les problèmes d'exclusion sociale et d'inégalité, cette brèche, il faut la fermer, et ceci suppose une meilleure distribution des revenus, de promouvoir l'investissement non pas dans une grande industrie minière mais dans la petite et moyenne entreprise, de recommencer à regarder des activités économiques comme l'écotourisme, l'agriculture, le biocommerce, etc., avec des niveaux plus importants de participation. Le deuxième thème a à voir avec les droits écologiques et avec les droits sociaux et culturels, nous considérons que l'on ne peut pas mettre en place un modèle de développement qui dévalise les écosystèmes et qui pour cela a besoin de déplacer des populations, des peuples qui ont traditionnellement habité l'Amazonie ou les Andes du Pérou. [1] Aussi, nous croyons que le développement économiquement durable va de pair avec la reconnaissance d'un pays plurinational qui reconnaît non seulement l'existence des nations mais aussi ouvre la porte pour améliorer et légitimer la participation politique avec une représentativité des minorités ethniques dans le pays, de telle manière que ce soient elles qui partagent la prise de décision du gouvernement et non comme c'est le cas maintenant où ce sont les autres qui prennent des décisions pour elles. Un troisième axe est en relation avec le thème de la décentralisation. Le Pérou est un pays extrêmement concentré, toutes les décisions se prennent à Lima, la capitale, sur la Côte, sans comprendre les dynamiques du reste de pays, il faut rendre aux municipalités la planification du développement et générer des processus de participation plus importants à ce niveau. L'autre sujet extrêmement important est la lutte contre la corruption, cette croissance économique est venue de la main de la corruption des grands groupes de pouvoir économique sur le petit État fragile et très affaibli. Nous croyons qu'il y a un ensemble de sujets qui sont ouverts et qui sont relatifs à la défense irréfutable des droits de l'homme, avec les droits des minorités de diversité sexuelle dans le pays ; nous considérons que l'agenda élémentaire passe par une transformation en profondeur du pays et de ses propres institutions politiques.

A propos de l'industrie minière, quel est le principal problème ? Quelle est votre approche ?

Eh bien, en ce qui concerne l'industrie minière nous considérons que, en premier lieu, que doivent être améliorés les règles de protection de l'environnement qui existent déjà dans le pays, il y a beaucoup de régions où l'industrie minière est déjà installée depuis quelques décennies, dans ces lieux on doit améliorer les contrôles pour assurer la santé des travailleurs, la santé des communautés, la qualité de l'eau, de l'air et du sol, pour le moment ce n'est pas le cas dans le pays. En deuxième lieu, on doit contrôler l'expansion des activités minières, ces projets ne peuvent pas continuer de grandir là où ils trouvent du minerai, ils doivent s'adapter à des plans de développement et de mise en ordre territoriale. En troisième lieu, tous les nouveaux projets miniers devraient entrer dans un processus moratoire pour évaluer si les concessions ont été bien données, quel type de technologie vont être employées, où va se trouver l'activité minière, quels niveaux de rentrées fiscales cela va représenter pour le pays, comment ils vont faire bénéficier -ou éventuellement réparer les dommages qu'ils pourront occasionner à- la population. Et un sujet qui n'est pas moins important et qui revêt en réalité un caractère central dans les territoires où il n'y a pas encore d'activité minière, ce sont les terrains d'installation des communautés paysannes et indigènes, est-ce que doit-on réglementer l'Accord 169 de l'OIT sur le consentement préalable, libre et informé. Et sur ce point, il faut réviser le chapitre économique de la Constitution du pays et introduire les réformes économiques qui sont nécessaires à ce niveau.

Est-ce que tout cela implique de reconsidérer la relation avec les multinationales ?

Sans doute. Au Pérou, en réalité, le sujet de la relation l'État-multinationales, multinationales-communautés, n'a même pas été posé. Les multinationales sont arrivées en se présentant comme des salvatrices et la solution aux problèmes de la pauvreté des gens, et après 20 ans du soi-disant *boom* minier au Pérou, ce que nous voyons c'est la violation des droits, la violation et la contamination des écosystèmes, la criminalisation croissante des protestations, des centaines de leaders paysans dénoncés, et même des dizaines d'entre eux arrêtés, quelques uns assassinés. Dans ces circonstances, sans doute, il faut y aller vers un réexamen profond qui, dans certains cas, est entrain d'arriver. Il y a quelques jours, la Newman a été obligée à réviser ses politiques communautaires et ce qui a été obtenu, c'est l'ensemble des recommandations que l'entreprise aura à tenir, cependant au Pérou nous considérons, et à « Terre et Liberté » nous pensons que l'auto-régulation des entreprises n'est pas suffisante, il est nécessaire que l'État tienne un rôle régulateur dans l'activité économique et que l'État soit sauvé du processus de la privatisation auquel il a été soumis pour défendre des intérêts particuliers et pour ne pas défendre les droits de la majorité des peuples comme cela devrait être sa fonction.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.

[1] Note de El Correo : Comme les anglais ont vidé l'Ecosse ([Highland Clearances](#)) pour imposer l'élevage de moutons et pour développer l'industrie de la laine dans des terres sans populations et Julio A. Roca les a imité ensuite en Patagonie